

No. 29040

**DENMARK
and
BENIN**

**Financing Agreement for a Danish grant of 100 million
Danish kroner. Signed at Copenhagen on 27 February
1991**

Authentic text: French.

Registered by Denmark on 29 July 1992.

**DANEMARK
et
BÉNIN**

**Accord de financement pour un don danois de 100 millions de
conronnes danoises. Signé à Copenhague le 27 février
1991**

Texte authentique : français.

Enregistré par le Danemark le 29 juillet 1992.

ACCORD¹ DE FINANCEMENT ENTRE LE GOUVERNEMENT DU
ROYAUME DU DANEMARK ET LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN POUR UN DON DANOIS DE 100 MIL-
LIONS DE COURONNES DANOISES (DKK)

Le Gouvernement du Royaume du Danemark et le Gouvernement de la République du Bénin désireux de renforcer la coopération traditionnelle et les relations cordiales qui existent entre leurs pays, sont convenus, dans le cadre du développement économique de la République du Bénin de l'attribution au Gouvernement de la République du Bénin d'une assistance financière danoise, sous forme d'un don de cent millions de couronnes danoises, conformément aux dispositions suivantes:

Article premier

Définitions

Aux fins du présent Accord, on entend, sauf stipulation contraire, dans le cas du gouvernement du Danemark, par "Autorités compétentes", le Ministère des Affaires Etrangères (le Secrétariat général à la Coopération - Danida), et dans le cas du gouvernement de la République du Bénin, le Ministère des Finances ou, pour les deux parties, toute autre autorité désignée pour exercer les fonctions actuellement assumées par lesdites autorités.

Article 2

Objectifs de la coopération

La coopération a pour objectif à long terme:

¹ Entré en vigueur le 27 février 1991 par la signature, conformément à l'article 16.

- . l'amélioration des conditions de vie de la population de la République du Bénin par l'accès à l'eau potable saine

et

- . le développement de la République du Bénin à l'aide de l'électrification des zones rurales.

La coopération a pour objectifs immédiats:

- . l'électrification de six chefs-lieux de district dans la partie sud du pays comportant environ 123.000 habitants;
- . l'extension des systèmes d'adduction d'eau existants dans huit chefs-lieux de district, ainsi que la mise en place d'une nouvelle adduction d'eau dans un seul village. Environ 150.000 personnes seront bénéficiaires de ces projets;
- . la réalisation d'une campagne d'animation et de sensibilisation de la population sur les relations eau, hygiène et santé.

Article 3

Résultats attendus

Aux fins de la réalisation des objectifs ci-dessus, la coopération devrait aboutir aux résultats ci-après:

- l'extension des systèmes d'adduction d'eau existants dans les villes de Pobé, Ouidah, Comé, Sakété, Abomey-Calavi, Tanguiéta, Lokossa-Athiémé et Parakou;
- l'installation d'un système d'adduction d'eau à Banikoara selon un modèle similaire à celui des projets d'extension;

- l'établissement de 6.000 branchements sociaux;
- la réalisation d'une campagne de sensibilisation dans les villes desservies par la Société Béninoise d'Electricité et d'Eau (SBEE);
- l'électrification de 6 localités: Pobé, Comé, Allada, Torri-Bossito, Klouekanmé et Kétou, y compris 4.000 branchements sociaux
- l'établissement de 4.100 branchements sociaux dans des régions approvisionnées par le réseau haute tension.

Article 4

Plans de réalisation

Des plans de réalisation seront élaborés au moment de la passation des contrats pour chaque projet à financer sur ce don.

Article 5

Obligations à la charge du gouvernement du Bénin

Dans le cadre du présent Accord, le gouvernement de la République du Bénin s'engage à:

- garantir que toutes les tâches à exécuter par la SBEE et par le Ministère de la Santé, dans le cadre de l'organisation et la réalisation des projets comme convenu entre la SBEE et le Danida sur la base du Procès Verbal signé le 12 juin 1990 et décrites dans les rapports: "PROJETS D'ADDUCTION D'EAU ET D'ELECTRIFICATION - Février 1989", "PROJETS D'ADDUCTION D'EAU EXTENSION DES SYSTÈMES D'ADDUCTION D'EAU EXISTANTS et Actualisation des Projets: Branchements Sociaux, Adduction d'Eau de Banikoara et Campagne d'animation et de Sensibilisation, Mars 1990" et

"EVALUATION COMPLEMENTAIRE DE PROJETS DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ELECTRIQUES DE CERTAINS VILLAGES DU BENIN MERIDIONAL, Décembre 1989" soient réalisées;

affecter à la SBEE les projets à caractère social ainsi réalisés.

Article 6

Obligations à la charge du gouvernement du Danemark

Le gouvernement du Danemark s'engage à financer l'exécution des tâches suivantes aux fins de la mise en oeuvre efficace du programme de coopération:

	DKK
Electrification de 6 localités, y compris 4.000 branchements sociaux	53.700.000,-
4.100 branchements sociaux électriques supplémentaires	5.700.000,-
Extension des systèmes d'adduction d'eau dans 8 localités	13.800.000,-
Etablissement d'un système d'adduction d'eau à Banikoara	2.700.000,-
Fourniture de 6.000 branchements sociaux - eaux	9.000.000,-
Réalisation d'une campagne de sensibilisation - eaux	6.000.000,-
Imprévus	9.100.000,-
<hr/>	
TOTAL GENERAL	100.000.000,-
<hr/>	

Le Danida affectera deux ingénieurs aux projets de l'électrification et d'hydraulique, respectivement. Durant la période de mise en oeuvre du projet, ces ingénieurs devront à mi-temps, soit au Danemark, soit au Bénin, assister la SBEE pour les achats, l'étude des projets, la surveillance périodique et la rédaction de rapports à l'intention du Danida. Les frais relatifs à ces prestations seront financés sur le fonds global du Danida pour l'assistance technique.

Toute proposition d'incorporation de composantes complémentaires ou de réallocations au sein des composantes existantes sera sujette à l'approbation des deux parties.

Pour les fournitures à importer, le Danida sera signataire des marchés, c'est-à-dire que les contrats seront passés directement entre le Danida et les sociétés adjudicataires. L'entrée en vigueur de ces contrats sera conditionnée par l'approbation de la SBEE. Pour les travaux à réaliser par des entrepreneurs locaux, la SBEE sera signataire des marchés et l'entrée en vigueur des contrats sera conditionnée par l'approbation de Danida, par intermédiaire des deux ingénieurs affectés aux projets. Pour les travaux en régie, la SBEE et le Danida élaboreront un Protocole d'Accord pour la bonne réalisation desdits contrats.

Article 7

Transport maritimes

Tout transport maritime de biens d'équipement couverts par le présent Accord devra respecter le principe de la libre participation des navires au commerce international sous le régime de la concurrence libre et loyale.

Article 8

Importations, taxes à l'importation
et autres charges publiques

Le gouvernement de la République du Bénin veillera au bon accomplissement des importations et des formalités de dédouanement des biens d'équipements couverts par le présent Accord.

Le gouvernement de la République du Bénin exemptera les biens et services arrivant du Danemark et des pays tiers dans le cadre du présent Accord de tout droit d'importation, taxe, droit national ou toute autre charge publique telle que la surtaxe à l'importation, le droit compensatoire d'impôts indirects, le droit ou le dépôt se rapportant à la délivrance de permis de règlement ou d'importation.

Article 9

Statut du personnel

1. Le gouvernement de la République du Bénin veillera à ce que le personnel expatrié soit exempté:
 - a) de tout impôt et de toute taxe pour ce qui concerne toute rémunération provenant du Danemark;
 - b) de tout droit et de toute taxe pour ce qui concerne l'importation et l'exportation d'effets personnels neufs ou usagés et d'équipements importés par le personnel expatrié pour leur usage pendant leur mission en République du Bénin;
 - c) de tout droit et de toute taxe frappant l'importation et l'exportation d'un véhicule à moteur destiné à l'usage personnel des expatriés, ou l'achat d'un tel véhicule à moteur en République du Bénin, étant donné

qu'un véhicule à moteur importé dans ces conditions sera assujéti à ces droits et taxes dans l'éventualité où il serait revendu à une personne en République du Bénin sauf les cas de revente à une personne investie des mêmes privilèges. Si le véhicule à moteur importé subit des dégâts irréparables ou qu'il soit perdu de toute autre manière sans faute de la part de l'expatrié, le gouvernement du Bénin lui accordera l'autorisation d'importer en toute franchise un véhicule de remplacement. D'autre part, le gouvernement du Bénin accordera à l'expatrié ayant accompli trois ans de service au pays le bénéfice de la franchise pour l'importation d'un véhicule de substitution si la durée du contrat de l'expatrié est portée à quatre ans ou plus.

2. Le gouvernement de la République du Bénin délivrera au personnel expatrié des visas d'entrées et de sorties multiples ainsi que des permis de travail et de séjour;
3. Le gouvernement de la République du Bénin facilitera le dédouanement des effets et équipements mentionnés aux 1.b) et 1.c).
4. Le gouvernement de la République du Bénin accordera à tout expatrié l'autorisation d'ouvrir un compte externe. En ce qui concerne le rapatriement du produit de la vente des véhicules à moteur de l'expatrié, ce dernier devra adresser une demande spécifique à l'autorité compétente de la République du Bénin. Cette demande sera étudiée conformément aux dispositions en matière de contrôle de changes en vigueur au moment où l'expatrié quitte le Bénin.

Article 10

Organisation et coordination de la coopération

Les activités d'organisation et de coordination de la coopération seront, pendant la période des projets, assurées par les ingénieurs expatriés en charge d'assistance-conseil auprès de la SBEE suivant les modalités prévues dans les contrats à établir.

Article 11

Information, suivi et évaluation

1. Les deux parties devront collaborer pleinement en vue de la réalisation des objectifs du présent Accord. A cette fin, elles devront échanger leurs points de vue sur les questions se rapportant à la coopération et fournir, l'une à l'autre, tout renseignement qui pourrait être raisonnablement demandé en la matière.

Les deux parties accompliront conjointement les travaux d'examen de la mise en oeuvre de la coopération dans le cas où l'une ou l'autre des parties en formulerait la demande.

2. Le Danida aura le droit d'entreprendre toute mission technique ou financière qu'il jugerait nécessaire pour suivre la mise en oeuvre de la coopération. Le gouvernement de la République du Bénin fournira aux personnes chargées d'une telle mission toute assistance, toute information et toute documentation pertinentes.
3. L'évaluation de la coopération, de préférence conduite conjointement par le Danida et les autorités de la République du Bénin, pourra être entreprise à la demande de l'une ou l'autre des parties.

4. Le Danida aura le droit de procéder à des actions de suivi et d'évaluation en vertu de cet article après l'achèvement de l'action de coopération.

Article 12

Durée de l'action de coopération

La coopération entre le gouvernement du Royaume du Danemark et le gouvernement de la République du Bénin se poursuivra jusqu'à la fin de la réalisation des obligations mentionnées aux Articles 5 et 6, respectivement.

Article 13

Rapports

Les ingénieurs expatriés en charge d'assistance-conseil font régulièrement rapport au Danida et à la SBEE sur l'état d'avancement des projets. Ils font, d'autre part, régulièrement rapport au Danida sur la gestion des budgets.

Article 14

Droit de propriété

Les véhicules fournis par le gouvernement du Danemark resteront la propriété du Danida jusqu'à l'intervention d'un accord contraire entre les deux parties.

Article 15

Comptabilité et vérification

Dans les six mois qui suivront le dernier transfert des fonds consentis aux tâches à exécuter par la SBEE, une comptabilité dûment vérifiée sera transmise à Danida.

Des représentants de RIGSREVISIONEN (l'institution supérieure de contrôle des comptes publics du Danemark) auront le droit d'entreprendre, à partir de toute documentation pertinente, toute vérification ou toute inspection jugée nécessaire pour ce qui concerne l'affectation des fonds consentis au gouvernement béninois en vertu du présent Accord.

Article 16

Entrée en vigueur et dénonciation

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature par les deux parties et il restera en vigueur jusqu'à l'accomplissement de la totalité de toutes les obligations ou bien jusqu'à la dénonciation de l'Accord.

Les deux parties pourront dénoncer l'Accord en commun par un échange de notes ou bien unilatéralement par notification. Une telle notification prendra effet trois mois après sa réception par l'autre partie.

En foi de quoi, les représentants des deux Parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord en double exemplaire, en langue française.

Fait à Copenhague le 27 février 1991.

Pour le Gouvernement
du Royaume du Danemark :

[Signé]

UFFE ELLEMAN-JENSEN
Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement
de la République du Bénin :

[Signé]

THÉOPHILE NATA
Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération

[TRANSLATION — TRADUCTION]

FINANCING AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF
THE KINGDOM OF DENMARK AND THE GOVERNMENT OF
THE REPUBLIC OF BENIN FOR A DANISH GRANT OF 100 MIL-
LION DANISH KRONER

The Government of the Kingdom of Denmark and the Government of the Republic of Benin, desiring to strengthen the traditional cooperation and cordial relations between their countries, have agreed that, as a contribution to the economic development of the Republic of Benin, Danish financial assistance by way of a grant of 100 million Danish kroner (DKr) shall be extended to the Government of the Republic of Benin in accordance with the provisions that follow.

Article 1. DEFINITIONS

For the purposes of this Agreement, unless otherwise stated, “competent authorities” means, in the case of the Government of Denmark, the Ministry of Foreign Affairs (Department of International Development Cooperation (Danida)), and in the case of the Government of Benin, the Ministry of Finance, or, for both parties, any other authority empowered to perform the functions at present exercised by the said authorities.

Article 2. OBJECTIVES OF THE COOPERATION

The long-term objective of the cooperation shall be as follows:

- To improve the living conditions of the population of the Republic of Benin by providing access to safe drinking water; and
- To promote the development of the Republic of Benin through the electrification of rural areas.

The immediate objectives of the cooperation shall be as follows:

- To electrify six district centres in the south of the country inhabited by approximately 123,000 people;
- To extend existing water-supply systems in eight district centres and install a new water-supply system in one village. Approximately 150,000 people will benefit from these projects;
- To conduct a campaign to boost public awareness about the relationship between water, hygiene and health.

Article 3. ANTICIPATED RESULTS

In order to meet the above-mentioned targets, cooperation should result in the following:

- Extension of the existing water-supply systems in the towns of Pobé, Ouidah, Comé, Sakété, Aboney-Calavi, Tanguiéta, Lokossa-Athiémé and Parakou;

¹ Came into force on 27 February 1991 by signature, in accordance with article 16.

- Installation of a water-supply system in Banikoara along the same lines as the above-mentioned extension projects;
- Installation of 6,000 communal supply outlets;
- Conduct of a public-awareness campaign in the towns served by the Benin Electricity and Water Company (Société Béninoise d'Electricité et d'Eau (SBEE));
- Electrification of six districts: Pobé, Comé, Allada, Torri-Bossito, Klouekanmé and Kétou, including 4,000 communal supply outlets;
- Installation of 4,100 community supply outlets in areas supplied by a high-voltage network.

Article 4. PLANS OF EXECUTION

Plans of execution shall be drafted when the contracts for each project to be financed by this grant are being drawn up.

Article 5. OBLIGATIONS ASSUMED BY THE GOVERNMENT OF BENIN

Under this Agreement, the Government of the Republic of Benin agrees:

- To guarantee that all the work to be carried out by the SBEE and the Ministry of Health will be completed as part of the organization and implementation of the projects agreed upon by the SBEE and Danida on the basis of the minutes signed on 12 June 1990; this work is described in the reports entitled "Water-supply and electrification projects, of February 1989", "Water-supply projects, extension of existing water-supply systems, and update of projects: communal supply outlets, water supply in Banikoara, and campaign to boost public awareness, of March 1990", and "Supplementary assessment of projects for developing the electricity infrastructure of certain villages in southern Benin, of December 1989";
- To transfer communal projects to the SBEE once they have been completed in accordance with these provisions.

Article 6. OBLIGATIONS ASSUMED BY THE GOVERNMENT OF DENMARK

The Danish Government agrees to finance execution of the following work in order to ensure the effective implementation of the cooperation programme:

	<i>DKr</i>
Electrification of six districts, including 4,000 communal supply outlets	53 700 000
Installation of 4,100 additional communal electricity-supply outlets ..	5 700 000
Extension of water-supply systems in eight districts	13 800 000
Installation of a water-supply system in Banikoara	2 700 000
Installation of 6,000 communal water-supply outlets	9 000 000
Conduct of a water-related public-awareness campaign	6 000 000
Unforeseen expenses	9 100 000
TOTAL	100 000 000

Danida shall assign two engineers to the electrification and water-supply projects respectively. Halfway through the project-execution phase, these engineers shall, either in Denmark or in Benin, assist the SBEE in procurement, project research, periodical supervision and the drafting of reports for Danida. The costs of these services shall be met from Danida's overall technical assistance budget.

Any proposal to include additional components or to reallocate funds among the existing components shall be subject to approval by both parties.

In the case of imported equipment, Danida shall sign the contracts, i.e., they shall be concluded directly between Danida and the contracting companies. The entry into force of these contracts shall depend on the approval of the SBEE. In the case of the work to be carried out by local entrepreneurs, the SBEE shall sign the contracts; their entry into force shall depend on the approval of Danida, transmitted through the intermediary of the two engineers assigned to the projects. With regard to the work to be carried out under state supervision, the SBEE and Danida shall draw up a protocol with a view to ensuring the smooth execution of these contracts.

Article 7. SEA SHIPMENTS

All sea shipments of capital goods covered by this Agreement shall be in keeping with the principle of free participation of ships in international trade in free and fair competition.

Article 8. IMPORTS, IMPORT TAXES AND OTHER PUBLIC CHARGES

The Government of the Republic of Benin shall ensure the smooth operation of import procedures and customs clearance in respect of the capital goods covered by this Agreement.

The Government of the Republic of Benin shall exempt goods and services arriving from Denmark and third countries under this Agreement from payment of any import duty, tax, national or other public charge such as import surcharges, duties levied to compensate for indirect taxes, and charges or deposits in connection with the issuance of payment authorizations or import licences.

Article 9. STATUS OF PERSONNEL

1. The Government of the Republic of Benin shall provide for the exemption of expatriate personnel from:

(a) All taxes in respect of any emolument originating in Denmark;

(b) All duties and taxes levied on the import and export of new and used personal effects and equipment imported by expatriate personnel for their use during their mission in the Republic of Benin;

(c) All duties and taxes levied on the import and export of a motor vehicle for the personal use of the expatriate personnel or the purchase of such a motor vehicle in the Republic of Benin, provided that a motor vehicle imported under these conditions shall be liable for such duties and taxes if resold to a person in the Republic of Benin, unless resold to a person entitled to the same privileges. In the event of irreparable damage to, or other loss of, the imported motor vehicle without negligence on the part of the expatriate, the Government of Benin shall authorize him to import a replacement vehicle free of duty. Furthermore, the Government of Benin

shall authorize an expatriate having completed three years of service to import a replacement vehicle if the expatriate's contract is prolonged to four years or more.

2. The Government of the Republic of Benin shall issue multiple-entry and exit visas and work and residence permits to the expatriate personnel.

3. The Government of the Republic of Benin shall facilitate customs clearance of the effects and equipment mentioned under 1 (b) and 1 (c).

4. The Government of the Republic of Benin shall authorize every expatriate to open an external account. With regard to the repatriation of the proceeds from the sale of the expatriate's motor vehicle, the expatriate shall make a specific application to the competent authority in the Republic of Benin. The application shall be dealt with in accordance with the foreign-exchange-control regulations prevailing at the time of the expatriate's departure from Benin.

Article 10. ORGANIZATION AND COORDINATION OF THE COOPERATION

During the implementation of the projects, the organization and coordination of the cooperation shall be entrusted to the expatriate engineering consultants assisting the SBEE in accordance with the procedures laid down in the contracts to be concluded.

Article 11. INFORMATION, MONITORING AND EVALUATION

1. The two parties shall collaborate fully to ensure that the objectives of this Agreement are met. To this end, the parties shall exchange views on matters relating to the cooperation and provide each other with all such information as can reasonably be requested in that regard. The two parties shall jointly review progress of the cooperation if either party so requests.

2. Danida shall have the right to carry out any technical or financial mission that it considers necessary in order to monitor the progress of the cooperation. The Government of the Republic of Benin shall provide all relevant assistance, information and documentation to the persons entrusted with such a mission.

3. Evaluation of the cooperation, preferably undertaken jointly by Danida and the authorities in the Republic of Benin, may be carried out at the request of either party.

4. Danida shall have the right to carry out monitoring and evaluation in accordance with this article after the completion of the cooperation activities.

Article 12. DURATION OF THE COOPERATION ACTIVITIES

The cooperation between the Government of the Kingdom of Denmark and the Government of the Republic of Benin shall continue until the obligations listed in articles 5 and 6 have been fulfilled.

Article 13. REPORTING

The expatriate engineering consultants shall report regularly to Danida and the SBEE on the progress of the projects. They shall also report regularly to Danida on budgetary control.

Article 14. PROPERTY RIGHTS

Vehicles provided by the Government of Denmark shall remain the property of Danida until an agreement to the contrary comes into effect between the parties.

Article 15. ACCOUNTING PROCEDURES AND AUDIT

During the six-month period following the last transfer of funds earmarked for the work to be carried out by the SBEE, a duly audited statement of accounts shall be transmitted to Danida.

Representatives of Rigsrevisionen (the Danish institution for the auditing of public accounts) shall be entitled, on the basis of all the relevant documentation, to carry out any audit or inspection considered necessary with regard to the use of the funds allocated to the Government of Benin under this Agreement.

Article 16. ENTRY INTO FORCE AND TERMINATION

This Agreement shall enter into force on the date of its signature by the two parties and shall remain in force until all the obligations thereunder have been met or until the Agreement is terminated.

The two parties may jointly terminate the Agreement by an exchange of notes or unilaterally by giving notice. Such notice shall come into effect three months after having been received by the other party.

IN WITNESS WHEREOF the duly authorized representatives of the two parties have signed this Agreement in two originals in the French language.

DONE in Copenhagen on 27 February 1991.

For the Government
of the Kingdom of Denmark:

[Signed]

UFFE ELLEMANN-JENSEN
Minister for Foreign Affairs

For the Government
of the Republic of Benin:

[Signed]

THÉOPHILE NATA
Minister for Foreign Affairs
and Cooperation